

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 25 mai 2017**

## CAUSERIE

Je crois avoir compris, mais je peux me tromper, que beaucoup de travailleurs étaient abattus ou profondément démoralisés par l'évolution de la situation en France et dans le monde. Sans que je ne sache pourquoi, cela m'excite plutôt, l'adversité est comme une provocation qu'on ne peut pas laisser passer, un défi permanent qu'on doit relever, comme on doit relever la tête.

La plupart des gens vivent soumis, résignés, ils demeurent profondément ignorants, il y a quelque chose de choquant là-dedans. C'est vrai qu'ils se laissent vivre et se permettent de se plaindre, et quand vous leur livrez vos idées progressistes ou révolutionnaires qui sont tout à fait sensées, ils vous prennent pour des abrutis, c'est le monde à l'envers qui a de quoi décontenancer plus d'un militant je suppose. Il ne faut pas prêter plus d'importance que cela à cette attitude, sans l'ignorer évidemment.

Je crois que cela ne sert à rien d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, puisqu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ce que vous leur expliquerez. Il vaut mieux les faire parler le plus possible, pour ensuite les placer face à leurs contradictions, parce que forcément ils vont les exprimer.

Je procède de la sorte avec ma compagne qui est ultra arriérée. Nos rapports ne sont pas toujours faciles. Je l'aime beaucoup cette brave femme. Des fois je me dis qu'elle vient juste de descendre de son arbre ou de sortir de sa grotte et qu'elle se trouve plongée dans notre monde sans y avoir été préparée, ce qui lui cause énormément de difficultés quotidiennement, ainsi qu'à son entourage, dont moi en premier lieu. Discrètement je la regarde agir et je perçois le moment où elle va faire une connerie malgré elle, et sur le champ je lui en montre les conséquences, parce qu'évidemment elle n'a rien vu venir, elle réalise ou se remémore son geste et sourit, elle sourit parce qu'elle a compris où était le problème. Prenons un exemple très simple, si vous retirez le couvercle qui était posé sur une casserole où cuisait du riz, avant vous prenez soin de le retourner au-dessus de la casserole pour que l'eau qui figurait sur le couvercle ne s'égoutte pas sur le sol, ensuite vous le posez sur l'évier... Quand elle ferme la porte de l'enclos des chèvres, elle ne s'assure pas qu'il n'y a pas un espace par lequel les chevreaux pourraient sortir, résultat on les retrouve dans le jardin à bouffer nos plantes !

Absolument tous les jours, le soir quand elle rentre, disons durant les quinze premières minutes il va falloir qu'elle illustre ce que je viens de vous raconter, du coup je suis devenu très vigilant à chacun de ses gestes. J'ai l'impression d'être en présence d'une petite fille en bas âge qui a tout à apprendre. On ne se dispute pas. Parfois je suis un peu énervé parce que j'ai autre chose en tête de plus important à penser. J'ai été obligé d'adapter ma pédagogie à son état et non l'inverse. J'essaie de transposer cet enseignement dans mes causeries, car je pense qu'il a une valeur universelle et que c'est le seul moyen de progresser ensemble, fraternellement. Mais il arrive aussi qu'on soit maladroit ! L'essentiel, c'est d'être bien intentionné et de reconnaître ses erreurs. Après, le jugement des autres, on s'en tape !

**C'est la réalité.**

Après avoir démontré à quel point le peuple était manipulable, pourquoi Macron devrait-il se gêner, franchement ? Il a le président qu'il mérite. Et puis cela démontre aussi que le peuple n'était pas mûr pour gouverner, pour la démocratie, du coup il récolte un régime totalitaire.

Quelle que soit les pressions qui ont été exercées sur le peuple, absolument personne n'a obligé un électeur à glisser un bulletin Macron dans l'urne ou à aller voter.

Alors quand maintenant un membre du cabinet d'un ministre sort que dans une région il n'y aurait pas un jeune qui saurait "lire et écrire correctement", il y en a qui hurlent au scandale, on est tenté de leur répondre que les 20 millions qui ont élu un bouffon à la présidence de la République ne devaient sans doute pas savoir lire et écrire non plus, et on est loin du compte !

Si vous avez regardé à la télévision ou sur Internet des extraits des meetings de Macron ou des entretiens qu'ils avaient donnés pendant la campagne électorale sur le thème "c'est le printemps", il y a "des arbres, des fleurs, des oiseaux, des poissons", vous vous êtes peut-être dits que vous étiez en présence d'un demeuré, mais ce que vous avez oublié de penser, c'est qu'il s'adressait à des demeurés, parce qu'il estimait que seuls des simples d'esprit pouvaient avoir fait le déplacement pour l'écouter, c'est l'idée qu'il se faisait du peuple et les faits lui ont donné raison malheureusement.

Quand on évoque le niveau de conscience médiocre des travailleurs, au mieux on nous rétorque que là n'est pas le problème, au pire on nous insulte. Et quand on évoque l'embourgeoisement des travailleurs et du mouvement ouvrier, on a le droit au même traitement. Et pourtant c'est la réalité.

Ce qui a fait autrefois les heures de gloire du marxisme ou des théoriciens du socialisme scientifique ce ne furent pas de grands discours de propagande, mais leur description rigoureuse de la réalité, de la société, des différentes classes et de leurs rapports, sans concession...

### **LREM - LR.**

J'ai affirmé dans une récente causerie que leur objectif avec Macron président serait d'imposer en France des institutions calquées sur celles des Etats-Unis, où finalement à chaque élection deux seuls partis à la solde de l'oligarchie s'affrontent, l'un étant censé incarner la droite et l'autre la gauche. Je n'avais pas pris le temps de vérifier combien de partis ils existaient aux Etats-Unis en dehors des partis républicain et démocrate, je savais qu'il en existait d'autres mais sans les connaître précisément. Lors d'une recherche sur un tout autre sujet, sur Wikipédia je suis tombé sur la liste de ces partis, j'ignore si elle est complète, peu importe ici, les voici :

Parti libertarien  
Parti vert  
Parti de la Constitution  
Parti réformateur  
Parti socialiste  
Parti socialiste des travailleurs (SWP)  
Parti de l'égalité socialiste  
Parti communiste des États-Unis d'Amérique (CPUSA)  
Parti ouvrier socialiste d'Amérique  
Parti Marijuana  
Parti du monde des travailleurs (WWP)  
Parti nazi américain (ANP)  
Working Families Party  
Parti national californien

On ne va s'étendre ici sur ce sujet. Toujours est-il qu'il existe au moins 16 partis aux Etats-Unis et seulement deux alternent au pouvoir ou se partagent les élus à la Chambre des représentants et au Sénat, seulement deux sont retenus pour concourir à l'élection présidentielle, ainsi est faite la Constitution qui intègre les règles électorales en vigueur.

Et cela depuis plus d'un siècle si je ne dis pas de bêtise, ce qui signifie que depuis déjà un siècle au moins, les travailleurs américains n'ont aucun droit politique, hormis ceux de constituer des partis ou des syndicats, avec tout ce que cela comprend en terme de droit d'expression, tout en étant tenus à l'écart des institutions qui ont été confisquées par l'oligarchie et les deux partis qui représentent ses intérêts, les partis républicain et démocrate.

Le mouvement ouvrier étant ainsi marginalisé, a cru bon de s'allier au parti démocrate ou de le soutenir précipitant sa déchéance et sa perte, du coup de nos jours il est exsangue ou totalement décomposé, il ne s'est jamais remis de cette épouvantable expérience.

Voilà ce qui nous attend, si nous ne tirons pas immédiatement les leçons de nos erreurs passées et présentes.

### **Dictature mondiale**

- La radicalisation de l'Occident par prof. Jules Dufour - Mondialisation.ca 19.05

En Occident, les États cherchent à attirer l'attention sur le processus de radicalisation des individus qui, par leur nombre, ne menacent en rien les pouvoirs en place. Très peu d'analyses sont proposées pour mettre en lumière les conséquences néfastes du processus de radicalisation des États qui font la guerre, la préparent et font la promotion d'une gouvernance destructrice des valeurs humaines au profit du capital. Nous avons analysé les actions posées par les États occidentaux dans le cadre de la guerre mondiale contre le terrorisme et nous avons démontré que le terrorisme était généré principalement par l'Occident. Il est donc temps de rectifier la donne concernant le terrorisme et de cesser de débattre des concepts du processus de radicalisation de cas individuels et sporadiques et de s'interroger sur la menace permanente de la militarisation, de la perte des libertés et de la gouvernance autoritaire qui ont pris de l'ampleur au cours des dernières années.

Beaucoup d'attentats terroristes font partie intégrante du processus des guerres livrées par l'US-OTAN, comme dans le cas de la Syrie. Des centaines de morts ou blessés des attentats financés par l'extérieur s'ajoutent à des dizaines de millions de victimes des guerres. C'est ce que l'observe depuis 1945. Un total de 200 guerres livrées par l'Occident (1945-2000) afin de maintenir son hégémonie sur l'ensemble planétaire avec près de 41 millions de morts (Leitenberg, Milton, 2006, p. 79) et des centaines de millions de blessés, de déplacés et de réfugiés. C'est le prix qu'a payé l'humanité pour instaurer et assurer les assises du capitalisme dans l'ensemble du monde. Ce système économique et politique est protégé par des superpuissances nucléarisées (tels que les États-Unis et Israël) qui dominent la scène internationale en dictant la conduite du monde. La plupart des États sont sous le joug de ces puissances et ils doivent se conformer aux règles imposées. (...)

Les gouvernements des États occidentaux n'hésitent pas à utiliser la force et la violence pour réprimer toute résistance à leur endroit. Les dirigeants font appel à des forces policières ou même militaires pour rétablir l'ordre qu'ils ont eux-mêmes défini. Quand cette résistance pose un danger pour cet ordre dit démocratique ils instaurent l'état d'urgence et ont recours à des arrestations dites préventives. Alors se développe un processus de militarisation avec un pouvoir donné aux militaires de patrouiller et d'intervenir à leur guise. Nous avons été témoin, au cours des dernières années, de ce processus dans plusieurs pays de l'UE et, tout particulièrement en France, où l'état de siège et l'état d'urgence ont été instaurés et où les droits collectifs et individuels ont été érodés

de façon significative. Les dernières élections présidentielles ont été placées sous la surveillance de plus de 50 000 policiers et soldats. (...)

La perte progressive de la jouissance des droits et des libertés fondamentales a été observée dans l'ensemble des régimes dits démocratiques de l'Occident. Un virage généralisé vers la droite s'est développé de sorte que ces régimes se sont transformés peu à peu en « dictatures ». (...)

## Conclusion

Les sociétés occidentales exercent un pouvoir radical sur le devenir de l'humanité. L'inconscience et l'indifférence de la majorité entraînent la gouvernance des États vers des pratiques dictatoriales en imposant des règles qui restreignent progressivement la liberté de manifester et de défendre les droits fondamentaux. Les divers ordres d'enseignement collaborent à ce processus en assurant le renouvellement des valeurs capitalistes, soit celles de la recherche du pouvoir et de la domination et surtout en faisant prévaloir les principes de la compétition à toutes les échelles de l'activité humaine.

### **Quand le vieux monde fait régner la terreur à l'échelle mondiale.**

- Les USA accentuent les bombardements aériens en Afghanistan - Reuters

L'aviation américaine a largué plus de bombes sur l'Afghanistan en avril que pendant n'importe quel autre mois depuis 2012, montrent les dernières données du Pentagone publiées au moment où des responsables de l'armée américaine pressent Donald Trump de donner son feu vert à l'envoi de renforts au sol.

L'US Air Force a largué 460 bombes et missiles le mois dernier, plus de deux fois plus qu'en mars et sept fois plus qu'en avril 2016. Reuters 25.05

- Attentat de Manchester : des militaires en armes se déploient dans les rues du Royaume-Uni - Franceinfo

- Brésil : l'armée déployée pour contenir les manifestants - LeFigaro.fr

- Après Manchester, Macron veut prolonger l'état d'urgence et une nouvelle loi antiterroriste - AFP

- Indonésie: attentat dans un terminal de bus de Jakarta - AFP

- L'Etat islamique a revendiqué son premier attentat-suicide en Somalie. - Liberation.fr

### **En régime totalitaire, "couac" et "bourde", le déni a valeur de verdict définitif.**

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

- Ferrand épinglé par Le Canard enchaîné, premier accroc du quinquennat Macron - AFP

Face à la polémique, l'entourage du Premier ministre Edouard Philippe a assuré à l'AFP que "la probité de Richard Ferrand" n'était "pas en cause". "Il ne saurait être question" de sa démission", a renchéri le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner.

Le ministre de la Cohésion des territoires, secrétaire général de La République en Marche! qu'il fut un des premiers à rejoindre en provenance du Parti socialiste, dénonce une "pseudo-affaire". AFP 25.05

- Le Parquet financier n'ouvrira pas d'enquête sur le cas Richard Ferrand - L'Express.fr

Ouf !

- Pourquoi François Bayrou reste au gouvernement malgré sa mise en examen - francetvinfo.fr

Parce qu'il ne sera jugé que le 10 janvier 2019 ! Ouf !

- La grosse gaffe du cabinet de Richard Ferrand - Le Point.fr

"Pas simple de trouver un jeune qui sache lire et écrire correctement", répond le cabinet du ministre pour justifier l'emploi de son fils à l'Assemblée.

En plus d'une affaire qui mêle famille et immobilier, l'hebdomadaire révèle que le ministre de la Cohésion des territoires a aussi employé son fils comme collaborateur parlementaire.

Richard Ferrand était alors député du Finistère. Le cabinet du ministre a confirmé à Franceinfo qu'Émile Ferrand, 23 ans à l'époque, a bien été rémunéré par l'Assemblée nationale entre le 13 janvier et le 16 mai 2014 pour un total de 6 796,51 euros net, soit en moyenne 1 699,13 euros par mois. « Rien de mirobolant » pour le cabinet du ministre.

Plus surprenant en revanche, c'est la manière dont le cabinet justifie l'embauche du jeune homme. Franceinfo témoigne d'échanges d'e-mails qui « semblent attester » qu'Émile Ferrand a bien rédigé la lettre d'information de son député de père, géré son blog, son compte Facebook et lui a même réservé ses billets de train. Des tâches qui nécessitent visiblement des compétences rares dans la région. « Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. Ce n'est pas simple de trouver un jeune, volontaire, pour travailler cinq mois, qui sait lire et écrire correctement, aller sur Internet », explique le cabinet du ministre à Franceinfo. Le Point.fr 24.05

Ils haïssent le peuple, du bétail, de la chair à canon...

Pas un "excès", un détournement de fonds publics.

- Enveloppe parlementaire. Les excès du candidat LREM Alain Tourret - Liberation.fr

Le député Alain Tourret, investi cette année par La République en marche, n'a pas vraiment utilisé son indemnité parlementaire comme il est censé le faire. Cette enveloppe de 5 300 euros net par mois est destinée à couvrir les frais engagés par les députés dans le cadre de leur mandat. Mediapart révèle que Tourret aurait, en 2013, déboursé près de 5 000 euros à Darty en utilisant cet argent public. Idem pour l'achat de sa télé, des parties de golf ou de vacances au Club Med. Il a fait savoir à Mediapart, après la publication de l'article, qu'il avait remboursé plus de 16 000 euros. Liberation.fr 25.05

- Attentat de Manchester: la bourde de Gérard Collomb sur l'enquête britannique - L'Express.fr

Le nouveau ministre de l'Intérieur a dévoilé des éléments de l'enquête sur l'attentat de Manchester que les policiers britanniques souhaitaient garder sous silence. L'Express.fr 25.05

### **Régime totalitaire En Marche !**

- **Après Manchester, Macron veut prolonger l'état d'urgence et une nouvelle loi antiterroriste**  
- AFP

Le chef de l'Etat a également demandé au gouvernement de "proposer des mesures de renforcement de la sécurité face à la menace terroriste hors état d'urgence afin qu'un texte législatif soit préparé dans les prochaines semaines", selon un communiqué de l'Elysée. AFP 25.05

#### **- Renseignement : l'Elysée tient à sa task force - Liberation.fr**

Le rôle de cette structure, sous l'autorité directe du Président, serait d'unifier l'analyse des informations collectées par les services français. Mais en pleine phase de nominations, sa mise en place semble quelque peu précipitée.

Cette "task force" antiterroriste rattachée à l'Elysée comprendra "50 à 60 personnes" qui "jour et nuit collecteront toutes les informations avec un accès direct aux plus hauts responsables" pour que "des décisions puissent être prises dans la demi-heure", selon le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner.

Jusqu'ici le Conseil national du renseignement est déjà rattaché à l'Elysée, mais son coordonnateur "n'a pas la puissance qu'aura demain le responsable de la task force", a-t-il ajouté. Liberation.fr 25.05

#### **- Haro et racket. Leur cible : La jeunesse.**

- Les policiers pourront bientôt délivrer de simples contraventions pour l'usage ou la détention de stupéfiants - Franceinfo

Consommer ou détenir des stupéfiants sera bientôt puni d'une simple contravention, a affirmé le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb sur BFMTV, mercredi 24 mai. Cette mesure pourrait être mise en place "dans les 3-4 mois", a-t-il déclaré. Interrogé par l'AFP, son entourage a plutôt évoqué "la fin de l'année" comme échéance, assurant que "les mesures de réflexion et de concertation sur le sujet" seraient lancées "sans attendre".

Lors de sa campagne pour l'élection présidentielle, Emmanuel Macron prévoyait déjà l'instauration de cette mesure. En février, il expliquait au Figaro que cette amende pourrait être d'environ 100 euros, et qu'une telle mesure serait "plus dissuasive et efficace" qu'une procédure judiciaire qui ne va pas toujours à son terme.

Actuellement, l'usage de drogues est passible d'une amende de 3750 euros et d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison.

Un syndicat de policiers, l'UNSA, s'est félicité de "l'application de cette revendication syndicale de longue date". "Les procédures habituelles concernant les usagers [de drogue] se révélaient jusqu'à présent trop lourdes au vu des sanctions pénales, et trop chronophages pour les services de police" explique le communiqué, et n'avaient "jamais démontré la moindre efficacité en matière de lutte contre les trafics". Franceinfo 25.05

#### **En famille. Populisme de macronistes**

#### **- Législatives: Bertrand accuse En Marche! de "s'attaquer" aux retraités - AFP**

Xavier Bertrand, président LR des Hauts-de-France, a accusé En Marche!, le parti du président Emmanuel Macron rebaptisé La République en marche, de "s'attaquer" aux retraités, avec son projet d'augmenter la CSG pour tous les Français, mercredi à Toulon.

"M. Hollande avait inventé les riches à 4.000 euros par mois, En Marche vient d'inventer les retraités riches à 1.200 euros. Je ne plaisante pas, je suis sérieux", a affirmé M. Bertrand, car "En Marche veut une augmentation de 1,7% de la CSG sans aucune compensation. Ca fait plusieurs dizaines d'euros par mois en moins sur votre revenu et votre pouvoir d'achat". AFP 25.05

#### **- Aubry accuse Macron de vouloir "un Parlement à sa botte" - AFP**

Martine Aubry, maire de Lille, a accusé mercredi Emmanuel Macron de préparer "un Parlement à sa botte"... AFP 25.05

#### **- Cazeneuve juge que "La République en marche ne peut pas être un parti unique" - AFP**

Bernard Cazeneuve appelle les électeurs à voter pour la "gauche de gouvernement", jugeant que "La République en marche ne peut pas être un parti unique dans lequel tout le monde viendrait se fondre en niant d'où il vient", explique-t-il dans le Journal de la Saône-et-Loire mercredi. AFP 25.05

#### **En famille. Laissez-nous le temps d'anesthésier nos troupes.**

- Code du travail : réunions de travail - Franceinfo

L'entretien avec le président est cordial, le patron de la CGT pense même avoir entendu une bonne nouvelle. " L'agenda n'est pas aussi rapide que ce que j'avais pu comprendre", dit-il à la presse après l'entretien avec Emmanuel Macron. Même son de cloche chez Force ouvrière : selon Jean-Claude Mailly, le président serait prêt à ralentir le rythme. " Il ne faut pas précipiter les choses. Il faut qu'on ait le temps suffisant", dit-il.

Mais l'Élysée ne laisse planer le doute longtemps. En début d'après-midi, le président le confirme : la réforme du Code du travail sera bien bouclée dès la rentrée. De quoi satisfaire le patronat, et son représentant, Pierre Gattaz. Presser le pas ou ralentir, l'agenda annoncé par l'Élysée est d'ores et déjà au cœur de négociations qui s'annoncent difficiles, même avec la CFDT. Franceinfo 24.05

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Brésil**

- Crise politique au Brésil: chaos à Brasilia où l'armée est déployée - AFP

Manifestations dispersées à coups de gaz lacrymogène, incendie au ministère de l'Agriculture: la forte mobilisation contre le président brésilien Michel Temer a semé le chaos à Brasilia, poussant le gouvernement à déployer l'armée pour reprendre le contrôle de la situation.

"Actuellement, il y a des troupes fédérales ici, au palais d'Itamaraty (siège du ministère des Affaires étrangères, ndlr), et d'autres troupes arrivent pour assurer la protection des bâtiments ministériels", a annoncé le ministre de la Défense, Raul Jungmann, devant la presse.

Les heurts ont éclaté au moment où la foule déferlait dans le centre de la capitale brésilienne, en direction du palais présidentiel Planalto: la police a fait barrage en utilisant des grenades lacrymogènes, certains manifestants cagoulés répliquant par des jets de pierres.

Envahi par les protestataires qui ont "déclenché un incendie dans une salle", le ministère de l'Agriculture a dû être évacué dans l'après-midi, selon son service de presse. La police fait état de plusieurs blessés, dont au moins un par balles.

Au même moment, d'autres affrontements entre manifestants et policiers ont eu lieu dans le centre de Rio de Janeiro, lors d'une mobilisation contre la réforme du système des retraites, une des mesures-phare du gouvernement Temer pour tenter de sortir le Brésil de la crise économique.

Déployer l'armée à Brasilia "est une mesure extrême qui montre que le gouvernement a perdu tout contrôle, c'est un très mauvais signe pour notre démocratie", explique à l'AFP André Cesar, analyste politique du cabinet de consultants Hold.

Une décision qui inquiète même des alliés-clés du président Temer, comme Tasso Jereissati, président du parti social-démocrate (PSDB).

"La présence de troupes nous effraie toujours un peu", rappelle-t-il, en référence aux années de plomb de la dictature militaire (1964-1985) .

Acculé par de graves accusations de corruption, le président tente de s'accrocher au pouvoir en essayant d'éviter la défection de ses alliés politiques.

Mais les tractations ont tourné court à cause du chaos ambiant dans les alentours du Congrès, où les parlementaires pouvaient entendre les détonations de grenades assourdissantes depuis les locaux de l'assemblée législative.

"Dehors Temer!", scandait le cortège qui a rassemblé 35.000 personnes selon les autorités locales, 100.000 pour les organisateurs, de ces manifestations, convoquées notamment par plusieurs syndicats et le Parti des travailleurs (PT, gauche).

Francisca Gomes, une concierge de 59 ans venue de Sao Paulo, portait avec trois camarades un cercueil en carton noir sur lequel on pouvait lire: "Repose en paix, Temer".

"C'est la fin de ce gouvernement putschiste", affirme-t-elle, faisant allusion à la façon dont Michel Temer, 76 ans, a accédé au pouvoir en 2016, en remplacement de la dirigeante de gauche Dilma Rousseff, destituée par le Parlement pour maquillage des comptes publics.

Les appels à sa démission se multiplient depuis la semaine dernière, quand a été rendu public un enregistrement dans lequel il paraît donner son accord au versement de pots-de-vin.

Rejetant fermement cette option, Michel Temer est toutefois menacé par un possible éclatement de sa coalition, tandis qu'une enquête a été ordonnée par la Cour suprême et que plusieurs motions ont été déposées pour tenter d'obtenir sa destitution.

La pression populaire, qui avait beaucoup pesé dans l'éviction de Mme Rousseff en août 2016, pourrait également sceller le sort du chef de l'Etat, veut croire Dorival Pereira, un commerçant de 60 ans qui a voyagé pendant 18 heures en provenance de l'Etat de Mato Grosso do Sul pour manifester à Brasilia.

"En démocratie, quand le peuple est dans la rue, aucun gouvernement ne résiste. Et le peuple le fera tomber", affirme-t-il.

Les Brésiliens sont exaspérés par les scandales de corruption qui s'enchaînent ces dernières années, surtout le dernier, gigantesque, entourant le géant pétrolier Petrobras, qui a éclaboussé

une grande partie de la classe politique. Dans cette affaire, le chef de l'Etat est accusé d'obstruction à la justice.

"Temer va tomber. Tout le monde dit que ce gouvernement est mort", a assuré à l'AFP la sénatrice Gleisi Hoffmann, du PT.

Mais Mauro Pereira, député du parti PMDB du président, a assuré que ce dernier resterait au pouvoir en raison de "l'inquiétude pour l'économie brésilienne".

Car cette crise pourrait freiner les réformes libérales promues par M. Temer et retarder la reprise, ce qui préoccupe les marchés: Bourse et réal se sont effondrés la semaine dernière à l'annonce des révélations sur le président. AFP 25

• [Vers un « printemps latino » ? par Thierry Meyssan \(16.05\)](#)

## **Honduras**

- Honduras: un agent américain ordonne de tirer, deux femmes enceintes tuées - AFP

Un agent de la police antidrogue américaine a ordonné d'ouvrir le feu sur des civils lors d'une opération conjointe au Honduras, qui s'est soldée par la mort de quatre d'entre eux, dont deux femmes enceintes, a fustigé un rapport officiel publié mercredi.

Le compte-rendu de l'opération rédigé par des inspecteurs généraux des ministères américains des Affaires étrangères et de la Justice ont violemment critiqué le rôle du policier de la DEA dans cette fusillade survenue le 11 mai 2012 à Ahuas, dans le nord-est hondurien.

Ce jour-là, peu après 2H00 du matin, une équipe constituée d'agents de l'antidrogue américaine et de la police du Honduras escortait un canoë chargé de cocaïne saisie dans une région reculée de ce pays d'Amérique centrale.

C'est alors que leur bateau a heurté un bateau-taxi transportant seize passagers. Des policiers ainsi qu'un tireur hondurien à bord d'un hélicoptère américain qui escortait le convoi ont alors ouvert le feu.

Quatre personnes dont un adolescent de 14 ans et deux femmes ont été abattues, tandis que les autres se sont jetées à l'eau. Selon les familles, les deux femmes étaient enceintes.

Dans un premier temps, les autorités ont prétendu avoir répondu en situation de légitime défense à des tirs provenant du bateau-taxi.

Le rapport de 424 pages, en s'appuyant sur des images filmées par un patrouilleur aérien américain, a toutefois mis en évidence qu'aucun de ces passagers n'était armé.

Il a également mis en exergue le rôle prépondérant joué par le policier de la DEA, qui a ordonné à son homologue hondurien à bord de l'hélicoptère de faire feu sur les civils.

Le gouvernement américain a lancé en avril 2012 l'opération Anvil, pour lutter contre la contrebande de cocaïne acheminée d'Amérique du Sud jusqu'aux forêts honduriennes. AFP 25.05

## **Venezuela**

- Maduro promet une assemblée constituante fin juillet - Reuters

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, s'est engagé, comme il l'avait promis au début du mois, à mettre en place cet été une assemblée constituante chargée de réécrire la Constitution.

L'élection de ses 540 membres aura lieu fin juillet et les élections régionales, initialement prévues en 2016, seront organisées le 10 décembre, ont précisé les autorités.

L'opposition, qui exige le départ du président Maduro et organise des manifestations quasi quotidiennes depuis bientôt deux mois, refuse la création de cette constituante, y voyant une manœuvre pour éviter un scrutin présidentiel. Reuters 25.05

## Tunisie

- Tunisie: "ni terroristes ni casseurs", des manifestants du sud ne "lâchent rien" - AFP

"Ni terroristes ni casseurs": près du site pétrolier d'El-Kamour, dans le sud tunisien, des protestataires assis en plein soleil et munis de grands réservoirs d'eau se disent déterminés à défendre leurs "droits", mais insistent sur leur caractère pacifique après des violences.

A plus de 130 km de Tataouine, en plein désert, ils sont environ 250 à poursuivre la contestation. Initié mi-mars pour réclamer notamment le "droit à l'emploi", leur sit-in s'est inscrit dans la durée malgré l'ouverture de négociations avec les autorités, avant de basculer dans la violence lundi.

Alors que le calme est revenu depuis la veille, certains, pieds nus et têtes couvertes pour se protéger du soleil, se rafraichissent près de cinq réservoirs. D'autres jouent aux cartes dans leurs tentes, ou discutent des événements qui ont abouti lundi à la mort d'un des leurs, percuté par une voiture de la Garde nationale (gendarmerie).

"Nous ne sommes ni des terroristes, ni des casseurs! Nous sommes des habitants de cette région marginalisée qui réclament leurs droits à une vie digne", affirme à l'AFP Saber Bou Ajalaa, un chômeur de 28 ans.

Dénonçant une "diabolisation" du mouvement et la tentative des forces de l'ordre de les chasser des lieux, il se dit "plus que jamais déterminé". "Nous ne sortirons pas du cadre pacifique", promet-il, près d'une voiture de la protection civile calcinée et encore fumante.

Dans plusieurs tentes, des matelas usés, des marmites vides ou encore un stock de produits alimentaires gisent au sol, témoignant des semaines de vie rudimentaire déjà écoulées.

C'est devant le complexe pétrolier gardé par l'armée qu'Anouar Sekrafi, 21 ans, a été tué durant des heurts avec les forces de l'ordre.

Selon le ministère de l'Intérieur, il a été percuté accidentellement par une voiture de la Garde nationale alors qu'elle faisait marche arrière.

Des manifestants continuent toutefois de réfuter cette version, en s'appuyant notamment sur une vidéo partagée en masse sur les réseaux sociaux où l'on voit une voiture de la gendarmerie roulant à grande vitesse en direction du manifestant. Quelques instants plus tard, un attroupement est visible autour du même homme gisant au sol.

"Les manifestants jetaient des pierres sur les agents de la Garde nationale et d'un coup j'ai vu des véhicules des forces de l'ordre circulant rapidement: l'une d'elles a percuté un manifestant qui est tombé sur le ventre puis a été écrasé", affirme à l'AFP Tarek Saïdi, l'auteur de la vidéo.

A Tunis, un collectif citoyen a réclamé l'ouverture d'une enquête "impartiale" et, mardi, des milliers de personnes en colère ont assisté aux funérailles du jeune homme, à Bir Lahmer, à 30 km au nord de Tataouine.

A El-Kamour, un mémorial fait de pierres et orné d'une plaque commémorative a été érigé à l'endroit même de l'accident.

Habib Lilaoui, 31 ans, n'en démord pas. "C'est à cause des autorités et de leurs fausses promesses que nous en sommes arrivés là, jusqu'à perdre notre ami!", enrage-t-il.

Le 10 mai, ces manifestants ont entendu le chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi annoncer le recours à l'armée pour protéger les sites de production d'éventuels blocages.

"Le président nous a laissé tomber! Le chef du gouvernement et le ministre de l'Emploi (Iyed Hammami) encore davantage!", estime Radhouane Harrar, un chômeur de 43 ans.

"Nous n'avons peur de personne, même pas des scorpions et des serpents qui se promènent entre nos tentes. Nos revendications sont légitimes", renchérit Béchir Bilouli, 27 ans.

Recrutement de 5.000 chômeurs, création d'un fonds d'investissement de 100.000 dinars (40.000 euros) par an...: à Tataouine, face aux propositions faites jusque-là par le gouvernement, le porte-parole du comité de coordination du mouvement, Tarek Haddad, en fournit volontiers la liste.

A ceux qui voient des mains politiques tirer les ficelles, il dément "toute influence extérieure" et revendique le soutien d'une région tout entière.

Des tags reprenant le slogan du mouvement --"Errakh lé" ("On ne lâche rien")-- captent le regard à divers endroits de la cité, dont certaines routes restent entravées par des pneus, des grosses pierres et du sable.

"Le mot d'ordre de la révolution (de 2011) était "Dégage". Maintenant, c'est "Errakh lé", clame Abdessalem, un habitant du centre-ville, la trentaine. AFP 24.05